



# Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Recherche et Gestion des Savoirs  
RGS/AGC

Numéro 11 - Février 2004

## Editorial

### 2004 : année internationale du riz

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2004 l'Année internationale du riz (AIR). Deux thèmes seront au cœur des débats qui animeront cette année du riz : améliorer la production rizicole et l'accès à cette culture vivrière qui nourrit plus de la moitié de la population de la planète et fait vivre des millions de personnes s'occupant de la production, de l'usinage et du commerce du riz.

Le riz résiste à la chaleur, à l'humidité, aux inondations, à la sécheresse et au froid. Il pousse dans des sols salins, alcalins et acides et est désormais cultivé dans 113 pays sur tous les continents à l'exception de l'Antarctique. Un accroissement durable de la production rizicole pourrait réduire la faim et la pauvreté dans le monde, tout en contribuant à préserver l'environnement.

Pour accompagner la mise en œuvre de cette Année internationale du riz, la FAO organise à Rome les 12 et 13 février 2004, une conférence dont l'objet portera sur l'économie du riz, les problèmes qui l'animent et les perspectives ouvertes par la globalisation.

Les questions relatives à l'état d'avancement des négociations commerciales multilatérales, à l'évolution de la structure du marché mondial du riz, aux produits rizicoles à valeur ajoutée, aux enjeux et aux opportunités du secteur rizicole y seront plus particulièrement abordées.

Des réflexions seront également consacrées aux systèmes de production rizicoles, sous l'aspect notamment de l'application de la science et de la technique, avec des développements sur la biodiversité dans les systèmes de production rizicoles, la conservation des terres et des eaux, les biotechnologies et leurs incidences sur la production et le commerce. Les cas spécifiques du riz pluvial de montagne pour les hautes terres et des systèmes de survie traditionnels basés sur le riz seront exposés. Enfin, la conférence abordera les problèmes de la nutrition et de la réduction de la pauvreté, tandis que seront étudiés les cas.

L'année internationale du riz et la conférence de la FAO seront ainsi l'occasion pour la communauté internationale de rappeler l'importance vitale de cet aliment de base des populations au niveau mondial et d'orienter ses efforts vers la réalisation des Objectifs du Millénaire qui préconisent la réduction de la pauvreté et l'élimination de la faim dans le monde. SS / BN

[http://www.fao.org/rice2004/fr/index\\_fr.htm](http://www.fao.org/rice2004/fr/index_fr.htm)  
[http://www.afd.fr/publications/produits\\_doc\\_1.cfm](http://www.afd.fr/publications/produits_doc_1.cfm)

## Dans ce numéro

### L'EAU

Dans tous ses états  
Coût des objectifs de Johannesburg  
Une place de marché mondial  
Agenda

### LA TERRE

Défi du logement informel  
Rapport FAO  
Concurrence et agroalimentaire  
Agenda

### LES HOMMES

Pathologies du pouvoir, santé, droits de l'homme et nouvelle guerre des pauvres  
Savoir lire et écrire  
La mondialisation fait reculer la pauvreté  
Agenda

### LES ORGANISATIONS

Coopérer au début du XXI<sup>e</sup> siècle  
Entreprises françaises et ONG  
Organisations économiques internationales et gouvernance  
Agenda

### DROIT, REGULATION

Violence du développement  
Cancun, nouveau départ pour l'OMC ?  
Quelle qualité de l'aide au développement ?  
Agenda

### GEOGRAPHIES

Les Outre-mers entre décentralisation, intégration européenne et mondialisation  
Projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française  
Afrique centrale dans la tourmente  
Agenda

### Sources

## L'EAU

## ➤ L'ouvrage

*L'eau dans tous ses états : Chine, Australie, Etats-Unis, Mexique, Moyen-Orient - Descroix, L. ; Lasserre, F. - L'HARMATTAN, 2003 - 350 p. - Cote U3.145*

Après les guerres du pétrole, certaines nations pourraient combattre pour une ressource bien plus indispensable : l'eau. Par des exemples précis, cet ouvrage montre que les conflits sur l'usage ou la disponibilité de l'eau se produisent tant au sein d'un même pays (Etats-Unis, Chine) qu'entre Etats contraints de se partager la même ressource. Il dresse un tableau de quelques-unes des configurations géopolitiques sur lesquelles se construit le monde de demain. Il souligne que les tensions s'exacerbent aussi bien dans les berceaux des plus vieilles civilisations, comme en Mésopotamie, que dans des régions récemment mises en valeur comme en Asie Centrale. Le partage des eaux de bassins fluviaux tels que ceux du Yangzé ou du Rio Grande, entre l'agriculture, l'industrie et l'urbanisme, ne peut à cet égard qu'être dramatique.

## ➤ Le rapport web

*The Cost of Meeting the Johannesburg Targets for Drinking Water - Le coût des objectifs de Johannesburg pour l'eau potable - Smets, H. - Water Academy, 2003 - 108 p.*

Les diverses estimations des dépenses à consentir pour satisfaire aux objectifs de Johannesburg sont comprises entre 10 et 30 milliards de dollars par an, à ajouter aux dépenses d'investissement consenties actuellement pour donner accès à l'eau potable et à l'assainissement (environ 8 à 15 milliards de dollars par an). Le calcul direct des investissements à prévoir amène à conclure qu'il sera nécessaire de doubler les investissements actuels dans les PED. Cette estimation est intermédiaire entre celle présentée au Sommet mondial pour le développement et celle provenant de la Banque Mondiale. L'analyse effectuée montre qu'il est nécessaire que les pays développés doublent leur aide pour l'eau et financent une aide supplémentaire de 3,4 milliards de dollars par an. L'augmentation indispensable de l'aide pour l'eau devrait être modulée selon l'étendue des besoins de sorte que les pays les plus pauvres, comme certains pays d'Afrique Subsaharienne, bénéficient au minimum d'un triplement de l'aide pour la porter à 1,8 milliard de dollars par an.

[http://www.oieau.fr/academie/travail/eco/Jo\\_burg\\_5.pdf](http://www.oieau.fr/academie/travail/eco/Jo_burg_5.pdf)

## ➤ L'article

*L'eau, une place de marché mondiale - HYDROPLUS, n° 137, 2003 - pp. 20-23 - Cote COLL*

Dans certains domaines industriels, comme le transport ou la logistique, des places de marché par Internet ont pu s'imposer comme un outil quasi incontournable des échanges commerciaux. La situation est beaucoup plus contrastée dans le secteur de l'eau selon les pays en raison d'une approche culturelle différente. Cependant, des places de marché virtuelles existent depuis quelques années, à l'image des sites américain Wateronline, britannique Water waste-environment, néerlandais Aquadia ou du site Water2B lancé à la suite de l'ouverture du portail Enviro2B. Si le commerce électronique peine à démarrer dans le secteur de l'eau, les sites institutionnels, les banques de données ou les bases d'informations font en revanche figure de modèle. Le nombre de connexions à ce type de site, comme par exemple le portail sur l'eau Waternunc.com, est en constante augmentation, démontrant l'intérêt croissant des professionnels par les contenus qu'ils abritent.

## ➤ L'agenda

- *Conférence : L'Europe de l'eau, L'Eau des Européens - Agence de l'eau Artois-Picardie, 5-6 février 2004, Lille, France*
- *12<sup>ème</sup> Congrès de l'Union Africaine des distributeurs d'eau (UADE), 12-19 février 2004, Abidjan, Côte d'Ivoire*
- *Water and Politics - Forum mondial de l'eau, 26-27 février 2004, Marseille, France*

## LA TERRE

## ➤ L'ouvrage

*The challenge of slums : global report on human settlements 2003 - Le défi du logement informel : rapport mondial sur les habitations humaines ONU, 2003 - 310 p. - Cote U2.113*

Cet annuaire propose un état des lieux du logement informel dans le monde, avec un accent particulier sur ses enjeux et ses perspectives. Recourant à la nouvelle définition opérationnelle en vigueur de la notion de logement informel, il propose une évaluation du nombre de personnes vivant dans ces zones urbaines et examine les facteurs, à tous les niveaux, du local au mondial, qui sous-tendent la formation de bidonvilles. Il décrit également leurs caractéristiques sociales, spatiales et économiques et leur dynamique. Sont ensuite passées en revue les différentes politiques de riposte aux défis que comporte ce phénomène depuis plusieurs décennies. Il en ressort que près d'un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles, la majorité d'entre elles dans le monde en développement où 40 % de la population urbaine est concernée. Ce nombre augmente et continuera à augmenter, sauf action concertée de la part des autorités locales, des gouvernements, de la société civile et de la communauté internationale.

## ➤ Le rapport web

*State of Food and Agriculture - Etat de l'alimentation et de l'agriculture - Rapport FAO, 2003 - 52 p.*

Ce document présente des éléments positifs et négatifs qui caractérisent la situation mondiale de l'agriculture. La sous-alimentation dans le monde reste en effet très élevée et touchait un nombre de personnes voisin de 842 millions en 1999-2001. Les progrès réalisés dans le passé pour la réduction de ce chiffre ont été trop lents, avec une grande inégalité selon les pays et les régions. Les estimations les plus récentes démontrent que la tendance à la baisse pourrait l'avoir emporté ces dernières années. Parallèlement, les situations d'urgence alimentaire continuent d'affecter un grand nombre de pays. Ces crises sont, pour la plupart, attribuables à de mauvaises conditions météorologiques et à des phénomènes naturels, mais un nombre croissant d'entre elles sont aussi déterminées par des catastrophes d'origine humaine. L'analyse des données relatives à la production agricole révèle de très importantes différences dans la contribution du secteur agricole selon les pays et les régions. En particulier, l'Afrique subsaharienne est la seule région en développement où la production vivrière par habitant n'a pas augmenté au cours des trois dernières décennies. De plus, le solde des échanges agricoles des pays en développement, et en particulier des pays les moins avancés, s'est détérioré au fil des années et il est vraisemblable que cette tendance persistera. Les faibles niveaux de l'aide extérieure dédiée à l'agriculture dans les régions en développement montrent bien qu'il est indispensable d'accroître les flux de ressources et les investissements dans ce secteur.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/417.doc>

## ➤ L'article

*La politique de la concurrence dans l'agroalimentaire - ECONOMIE RURALE, 2003 - pp. 9-30*

Ce numéro apporte des éléments de réflexion essentiels à la compréhension de l'application de la politique de la concurrence aux filières agroalimentaires. Il comprend notamment une série d'articles portant sur (i) l'application du droit de la concurrence au secteur agroalimentaire, (ii) la définition du marché pertinent et son apport au droit de la concurrence, (iii) l'économie néo-institutionnelle et la politique de la concurrence, (iv) l'impact de la politique de la concurrence dans les négociations internationales, les structures de marché et les pratiques facilitant la collusion : une approche par la théorie des jeux répétés, (vi) la mondialisation des délits en col blanc, (vii) la légitimité des mécanismes de régulation de l'offre dans les Appellations d'origine protégée : concurrence, coopératives de producteurs et Marketing Orders aux Etats-Unis, (viii) les enjeux de la concurrence et de la politique de la concurrence : évolution des structures industrielles et de la concurrence, approches théoriques des rapports de force entre producteurs-distributeurs.

## ➤ L'agenda

- *19<sup>ème</sup> session du Forum Global sur la biodiversité (PNUD), 6-8 février 2004, Kuala Lumpur (Malaisie)*
- *Sommet mondial sur les technologies énergétiques - UNESCO, 10- 11 février 2004, Paris, France*
- *Le riz sur les marchés mondiaux et les systèmes de production durable - FAO, 12- 13 février 2004, Rome, Italie*
- *4<sup>ème</sup> Forum global sur les énergies durables - GFSE, 18-20 février 2004, Vienne, Autriche*
- *Forum international pour un partenariat pour le développement durable - UN/DESA, 4- 6 mars 2004, Rome, Italie*

## LES HOMMES

## ➤ L'ouvrage

*Pathologies of power : health, human rights and the new war on the poor Pathologies du pouvoir, santé, droits de l'homme et nouvelle guerre des pauvres - Farmer, P. - CALIFORNIA, 2003 - 390 p. - Cote HI.246*

Fort d'une expérience de vingt ans en Haïti, au Pérou et en Russie, l'auteur de cet ouvrage, médecin et anthropologue, défend l'idée que la défense des droits économiques et sociaux des pauvres du monde constitue le combat le plus important de notre époque en termes de droits de l'homme. S'appuyant sur des témoignages issus des prisons de Russie et des villages les plus démunis du Chiapas ou de Haïti, il inscrit l'expérience des victimes dans le cadre d'analyse plus large de la violence structurelle. Défiant les modes de pensée conventionnels du cercle des droits de l'homme, il évoque les liens existants entre, d'une part l'injustice économique et politique et, d'autre part, la souffrance et la maladie des individus privés de pouvoir. Il montre comment les mêmes forces sociales permettent à la fois l'émergence d'épidémies telles que le VIH/sida ou la tuberculose et modèlent le risque de violations des droits de l'homme. L'auteur nourrit cependant l'espoir que les nouvelles technologies médicales et sociales se développeront en parallèle avec un sens plus aigu de la justice sociale.

## ➤ Le rapport web

*Literacy Skills for the World To-morrow - Savoir lire et écrire dans le monde de demain - UNESCO - OCDE, 2003 - 383 p.*

Ce recueil est la mise à jour des données rassemblées en 2001 dans le cadre du programme PISA (Programme for International Student Assessment) initié par l'OCDE et destiné à évaluer, d'une part le niveau des connaissances des étudiants, des écoles et des pays en matière d'écriture, de lecture, de mathématiques et de sciences et, d'autre part, d'examiner les facteurs qui déterminent l'acquisition des compétences à domicile ou à l'école et l'interaction entre ces différents facteurs. Ce rapport présente les résultats pour les onze systèmes testés en 2002. Il permet de révéler des différences de niveaux considérables parmi les étudiants, les écoles et les pays. Il montre l'importance déterminante du contexte socio-économique dans l'acquisition des connaissances, bien qu'elle soit moins marquée dans certains pays que dans d'autres. Une des constatations les plus intéressantes est la preuve qu'apportent ces pays qu'il est possible de parvenir à un haut niveau de performance en réduisant les inégalités.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/349.pdf>

## ➤ L'article

*La mondialisation fait reculer la pauvreté - Trainar, P. - SOCIETAL - n° 43, 1er trimestre 2004 - pp. 40-45 - Cote DT*

L'auteur s'interroge sur la réalité de la responsabilité de la mondialisation dans l'aggravation de la pauvreté sur la planète. Il affirme que la pauvreté et les inégalités ont reculé au cours des deux dernières décennies, qui sont précisément celles durant lesquelles la mondialisation s'est accélérée de façon spectaculaire. L'auteur soutient que les pays en développement ne s'y trompent pas et qu'ils sont, dans l'ensemble, demandeurs d'une intégration plus poussée dans l'économie globale. Selon lui les origines des échecs en matière de développement sont à chercher ailleurs, et sont sans doute largement partagées entre le "Sud" et le "Nord" avec d'un côté, une absence de gouvernance politique ou des erreurs de stratégie économiques et, de l'autre côté, une instabilité financière chronique et un manque de clairvoyance dans la distribution de l'aide. Ce sont, selon lui, ces pistes qu'il faut explorer.

## ➤ L'agenda

- *11<sup>ème</sup> conférence sur les rétrovirus et les infections opportunistes The Foundation for Retrovirology and Human Health, 8-11 février 2004, San Francisco, USA*
- *Conférence sur « Atteindre les pauvres » - Banque mondiale, Fondation Bill Gates, gouvernements de Suède et des Pays Bas, 18-20 février 2004, Washington, USA*
- *Conférence internationale sur les femmes et les maladies infectieuses (ICWID) National Center for infectious diseases (Centers for Disease control and Prevention, 27-28 février 2004, Atlanta, USA*
- *Conférence internationale sur les maladies infectieuses émergentes (ICEID 2004), American Society for Microbiology, 29 février-3 mars 2004, Atlanta, USA*
- *Conférence sous le thème « Une Caraïbe multiculturelle unie contre le VIH/sida » - Université de Porto Rico, CARICOM, le Centre d'épidémiologie des Caraïbes, Office de recherche sur le sida, Département américain de la santé et des services humains, 5-7 mars 2004, Saint Domingue, République dominicaine*

## LES ORGANISATIONS

## ➤ L'ouvrage

*Coopérer au début du XXI<sup>e</sup> siècle : pourquoi ? Comment ? Questions sans préjugés - HCCI - KARTHALA, 2003 - 507 p. - R4.83*

La France cherche depuis plusieurs années à améliorer sa coopération internationale avec une volonté de lutter pour le respect de principes tels que les droits de l'homme, la démocratie, le développement durable ou la lutte contre les inégalités. La recherche d'une cohérence entre le bi et le multilatéral, l'apparition de nouveaux acteurs, l'instauration de nouvelles relations partenariales ou l'évaluation des instruments de coopération ont constitué autant de thèmes permettant d'éclairer le contexte international et de mettre en évidence les grands enjeux de la coopération internationale.

## ➤ Le rapport web

*Comment améliorer la relation entre les grandes entreprises françaises et les ONG dans la gestion des situations humanitaires d'urgence - Vitel, P. - LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 2003 - 47 p.*

L'auteur part d'un constat de grande méconnaissance, voire de méfiance, entre ONG et entreprises. Ces acteurs n'ont en effet ni la même définition ni les mêmes motivations vis-à-vis de l'urgence humanitaire. Cette situation résulte selon lui d'un cloisonnement beaucoup trop étanche entre les actions des ONG et celles conduites par des entreprises, alors même que des convergences de préoccupations et d'intérêts peuvent apparaître. Pour améliorer les relations entre ONG et entreprises, l'auteur parle d'une "co-responsabilité humanitaire" et émet des propositions allant dans le sens de l'instauration d'un partenariat organisé par l'Etat et la création d'un véritable réseau permettant un échange d'informations et une confiance mutuelle.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

## ➤ L'article

*Organisations économiques internationales et gouvernance - Arib, F. PROBLEMES ECONOMIQUES, n° 2839, 2004 - pp. 14-25 - Cote COLL*

Le concept de gouvernance n'est pas nouveau. Il est apparu dans les années trente chez les économistes américains. Adopté par divers courants, le terme a vu sa signification évoluer. En utilisant la notion de "bonne gouvernance", les organisations économiques mondiales imposent dans les années quatre-vingt-dix un nouveau modèle économique et social. Le concept de "bonne gouvernance" reste toutefois très controversé. En matière de développement, il n'y a pas de schéma de référence universelle de la "bonne gouvernance". La gouvernance doit donc s'affirmer comme une construction historique nationale et politique. Elle doit prendre en considération la complexité, la diversité des histoires et la particularité des systèmes sociaux afin de produire des réformes institutionnelles adaptées aux réalités locales. Selon l'auteur, chaque société peut ainsi développer ses propres modes de régulation, sa propre voie d'articulation du marché et de la démocratie.

## ➤ L'agenda

- *La gestion axée sur les résultats, table ronde organisée par le CAD, la Banque mondiale et les Banques régionales de développement, 4-5 février 2004, Marrakech, Maroc*
- *Sommet de Delhi sur le développement durable, 4-7 février 2004, New Delhi, Inde*
- *42<sup>e</sup> session de la Commission des Nations unies pour le développement social - Commission pour le développement social du Conseil économique et social (ECOSOC), 4-13 février 2004, New York, USA*
- *Commission du commerce des biens et services et des produits de base, 8<sup>ème</sup> session, 9-13 février 2004, Genève, Suisse*
- *Forum mondial sur la concurrence organisée par la Direction des Affaires financières et des entreprises, OCDE, 12-13 février 2004, Paris, France*
- *Le développement durable à l'OMC "commerce, investissement et environnement après Cancun", Royal Institute of International Affairs, 23-24 février 2004, Londres, Royaume-Uni*

## DROIT, REGULATION

## ➤ L'ouvrage

*La violence du développement : pouvoir politique et rationalité économique des élites africaines - Boumba, P. - L'HARMATTAN, 2003 201 p. - Cote E2.166*

On associe souvent le développement des économies africaines à un Etat fort, oppresseur, loin des modèles démocratiques universalistes. On n'hésite pas non plus à considérer la culture africaine comme un obstacle majeur au développement. Mais ce faisant, on admet que le développement de l'Afrique est tout sauf un long fleuve tranquille : c'est en effet un projet politique conduit par des briseurs de règles volontaristes et de projets adaptés aux économies africaines. Or, l'auteur montre que briser les rêves et les bonnes volontés en Afrique est une constante historique pour peu que l'exploitation s'avère productive et que l'acculturation imprègne le travail et la vie des Africains. Les élites locales ont, selon lui, leur part de responsabilité dans cette déstructuration sociale. Il s'interroge enfin pour savoir si le discours dominant ne contribue pas à masquer cette incontournable réalité qu'est la violence du développement.

## ➤ Le rapport web

*Cancùn : un nouveau départ pour l'OMC ? Rapport d'information 2 (2003-2004) - COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES - SENAT, 2003 -*

Il ressort des débats tenus lors de la présentation de ce rapport devant la commission et la délégation du Sénat pour l'Union européenne que si l'analyse des rapporteurs sur la conférence de Cancùn convainc largement, pour certains, cette dernière s'est clôturée sur le constat d'un véritable échec, qui ne fait, au final, que des perdants. Quoi qu'il en soit, la commission sénatoriale française et son groupe de travail "OMC" estiment que la primauté du multilatéralisme doit être conservée. L'OMC doit en effet rester l'enceinte privilégiée pour affirmer les valeurs européennes et la mise en place de conditions stables, prévisibles et transparentes pour le commerce international. Par ailleurs, la Commission souligne qu'il importe, plus que jamais, de mener une politique ambitieuse à l'égard des pays les plus pauvres, afin de concilier la libéralisation des échanges et l'intégration de ces pays dans le commerce international. Ce rapport a été approuvé sans opposition lors de sa présentation, le 1er octobre 2003.

<http://www.senat.fr/rap/r03-002/r03-002.html>

## ➤ L'article

*La qualité de l'aide au développement s'améliore-t-elle ? Daudin, G. ; Ventelou, B. - PROBLEMES ECONOMIQUES, 2003 - pp. 1-12 - Cote COLL*

Les commentaires sur l'aide publique au développement (APD) sont d'ordinaire plutôt sombres. Or, il semble que l'analyse, à la fois de l'évolution des flux d'APD et des objets de l'aide au développement, montre que le pessimisme qui prévaut doit être relativisé. En effet, la baisse du montant global de l'aide a été accompagnée d'une amélioration de sa qualité mesurée par son contenu en biens publics. Sur cette base, cet article étudie si, au-delà des déclarations, les solidarités mondiales se développent ou non. Pour cela, il examine tout d'abord les flux de l'aide puis ses objets. Il s'interroge ensuite sur la notion de bien public mondial, qui sert maintenant de justification générale pour l'APD et qui pourrait avoir le mérite d'améliorer la qualité de l'aide, voire de la relancer.

## ➤ L'agenda

- *Sommet de la Banque africaine de développement : « La Banque africaine et ses partenaires », 5-6 février 2004, Dakar, Sénégal*
- *Sommet de la Microfinance- PNUD/CGAP, 13 février 2004, Paris, France*
- *Sommet Asie-Pacifique du microcrédit - Campagne du Sommet du Microcrédit, 16-19 février 2004, Dacca, Bangladesh*
- *Groupe d'action financière - 2<sup>ème</sup> réunion plénière du GAFI-XV, 25-27 février 2004, Paris, France*
- *Forum des partenaires du développement sur la lutte contre la corruption, CAD, 2-3 mars 2004, Paris, France*

## GEOGRAPHIES

## ➤ L'ouvrage

*Revue française d'administration publique : les Outre-mers entre décentralisation, intégration européenne et mondialisation - ENA - LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 2002 - 203 p. - Cote E3.102*

Au moment où la réforme constitutionnelle définit le cadre d'un renouveau de la décentralisation, l'administration d'outre-mer apparaît aux avant-postes des évolutions auxquelles l'ensemble de l'administration française doit faire face. Les défis posés par la décentralisation, par l'intégration européenne et par la mondialisation poussent à l'innovation en matière de structures de gestion. La mondialisation se décline dans des espaces régionaux différenciés, chacun à la recherche de modalités de coopération, voire d'intégration plus faciles à projeter qu'à mettre en œuvre. L'insertion dans l'environnement régional américain, celui de l'Océan Indien ou encore du Pacifique passe lentement du stade du discours à celui de l'action. Outre-mer plus qu'ailleurs, on ressent les influences complexes et parfois contradictoires qu'implique l'appartenance à la République, à l'Union européenne et à un ensemble géographique proche.

## ➤ Le rapport web

*Projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française - Lanier, L. - Rapport n° 170 - SENAT, Session 2003-2004*

M. René Garrec, président, la commission des Lois, a examiné le projet de loi organique n°38 (2003-2004) portant statut d'autonomie de la Polynésie française et le projet de loi n°39 (2003-2004) complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française. Le projet de statut s'inscrit dans un cadre constitutionnel profondément modifié par la réforme du 28 mars 2003. La Polynésie française entre désormais dans la catégorie des "collectivités d'Outre-mer" que l'article 74 révisé de la Constitution a substitué à celle des territoires d'Outre-mer. Ce projet de statut vise en premier lieu à conférer à la Polynésie française les prérogatives et les spécificités institutionnelles instituées par la révision constitutionnelle au profit des collectivités d'Outre-mer dotées de l'autonomie. Il présente également d'autres apports. Il renforce en particulier la capacité d'action des communes, échelons essentiels à la vie démocratique et au développement économique d'un territoire marqué par la dispersion et l'éloignement de ses archipels.

<http://www.senat.fr/rap/l03-170/l03-1701.pdf>

## ➤ L'article

*L'Afrique centrale dans la tourmente : les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour - Pourtier, R. - HERODOTE, 2003 - pp. 11-39 - Cote COLL*

Les pays des Grands Lacs constituent l'épicentre des violences sans précédent qui déstabilisent l'Afrique centrale. Les massacres entre Hutus et Tutsis ensanglantent de manière récurrente le Rwanda et le Burundi depuis 40 ans. D'abord localisés dans ces deux petits pays, les conflits se sont étendus depuis une décennie : les camps de réfugiés ont à plusieurs reprises joué un rôle de détonateur. Les Tutsis ont reconquis le pouvoir au Rwanda à partir de l'Ouganda. C'est aussi la question des réfugiés qui a fait basculer le Congo-Zaïre dans la guerre en 1996. Depuis 1998, l'engrenage des conflits a pris une dimension continentale, impliquant une dizaine de belligérants. A un moment où des perspectives de paix semblent se dessiner en RDC, l'article analyse les facteurs et les acteurs qui ont précipité l'Afrique centrale dans la tourmente. Il s'interroge sur les risques que constitue la bombe démographique des pays de la crête Congo-Nil qui pourrait compromettre à terme le retour à une normalité durable.

## ➤ L'agenda

- *Séminaire sur les aspects juridiques et fiscaux des accords de licence et transferts de technologie entre l'Union européenne et l'Asie - CCI International, 12 février 2004, Lille, France*
- *Conférence de l'Agence UbiFrance sur le droit des affaires en Tunisie, MOCI, 26 février 2004, Paris, France*
- *Colloque Asie, CFCE, 4 mars 2004, Paris, France*
- *4ème Forum pour le Développement de l'Afrique, Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (CEA), 7-11 mars 2004, Addis-Abeba, Ethiopie*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

*A propos* ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternel* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia internationale* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

**Responsable de la rédaction :**

Hervé BOUGAULT

**Coordination :**

Sylvie SCIANCALEPORE

**Réalisation :**

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

**Saisie/mise en page**

Francine GILBERT